

LA MOBILITÉ CHEZ LES PROSTITUÉES :

Obstacle ou dynamique à l'organisation de la prévention des MST/sida en Côte-d'Ivoire ?

Kalé Kouamé

Introduction

Une boutade ivoirienne à propos des femmes dit « *l'ancienne épouse d'un premier foyer est une bonne nouvelle épouse d'un second foyer* ».

Est-ce la raison principale qui pousse les prostituées d'Abidjan à changer constamment de logis, de quartier, de localité, voire même de pays ? Nous avons observé, en effet, sur un petit échantillon constitué des prostituées que nous formons en qualité de Leaders-Educatrices, dans le cadre du « *Projet de prévention des MST/sida chez les prostituées à Abidjan* », que ces leaders changent constamment de site d'activités prostitutionnelles.

Ces perpétuels changements chez des individus formés pour jouer un rôle essentiel dans la prévention des MST et du sida à Abidjan n'ont jamais cessé de susciter en nous des interrogations, entre autres : ces « *migrantes* » constituent-elles des ressources perdues pour le Projet ? pour la cause de la lutte contre les MST/sida ? ou au contraire deviennent-elles des moyens de démultiplication des actions d'interventions sur d'autres aires prostitutionnelles que nos moyens ne permettent pas de couvrir ?

Il faut noter que le Projet de prévention des MST/sida chez les prostituées ne couvre que six communes sur les dix que compte Abidjan : Adjamé, Koumassi, Marcory, Port-Bouët, Treichville et Yopougon.

Méthodes

Le projet de « *Prévention des MST/sida chez les prostituées à Abidjan* » a établi une cartographie des principaux sites prostitutionnels, ceci par des contacts avec les responsables de communautés d'une commune donnée, avec des femmes responsables d'un site donné (« *Queen's mother* ») ou de façon directe avec des prostituées elles-mêmes lors des séances éducatives.

Les prostituées identifiées pour jouer le rôle de « *Leader-Educatrice* » sont informées de notre intention de les former et de les faire participer à nos actions de sensibilisation de leurs paires et, par voie de conséquence, des clients. Elles reçoivent par la suite une invitation mentionnant la période, la durée et le lieu de la formation.

À l'issue de la formation elles reçoivent des supports éducatifs (album-photo, boîtes à images, pénis en bois...).

Les Leaders-Educatrices formées ont la latitude d'entreprendre leurs actions d'éducation sur leur site d'origine ou sur tout autre site qu'elles estiment indispensable à toucher.

La planification de leurs séances éducatives est faite sur la base de leur proposition de site et de date et après les visites de terrain (supervision) programmées chaque semaine. C'est au cours de ces supervisions que les membres de l'équipe de coordination du Projet constatent le déménagement de la Leader.

Depuis le début de l'étude qui est entreprise en novembre 1992 et qui s'achèvera en juin 1993, nous avons enregistré 48 changements de site à la fin décembre 1992 (nous avons procédé de façon rétrospective depuis juillet 1991).

Nous envisageons de faire un deuxième point de la situation à la fin du mois de mars 1993 et un troisième à la fin de juin 1993. Nous espérons ainsi (en couvrant une période de deux années) obtenir assez d'éléments pour faire une analyse du problème.

Une fois que le constat de déménagement est fait, nous nous renseignons auprès des colocataires pour savoir quelle est la direction prise par la Leader (nouveau lieu de résidence). Si ce lieu est indiqué et s'il nous est accessible géographiquement et financièrement, nous essayons de recontacter le sujet et de le soumettre à notre petit guide d'entretien. Ce guide est structuré en rubriques :

- les identifiants;
- les causes du déplacement;
 - moment de la décision,
 - raisons de la décision,
 - date du départ,
 - période envisagée pour le prochain déplacement.
- les implications sur les activités d'IEC/sida sur le nouveau site;
- les pratiques de prévention des MST/sida;
- les opinions sur l'organisation et le fonctionnement du projet;
- les suggestions.

En plus de ce volet quantitatif qui concerne les migrantes effectives, un volet qualitatif par focus group est réalisé avec les autres prostituées non leaders sur les raisons profondes de la mobilité des prostituées.

Les résultats de l'étude qualitative nous permettront à terme de mieux expliquer le comportement des Leaders-Educatrices et d'envisager les actions correctrices.

Résultats

Caractéristiques des sujets

Nationalité :

- 4 leaders sur 48 sont ivoiriennes soit 1/12;
- les 44 autres sont d'origine ghanéenne dont 18 krobo, 12 gan et 11 asantee.

Age :

- 26 ont moins de 30 ans (soit plus de la moitié);
- 22 ont 30 ans et plus.

Temps passé sur le dernier site (dernier logement) :

- moins d'un an : 23 leaders;
- 1 à 2 ans : 16 leaders;
- plus de 2 ans : 9 leaders.

Nombre d'années d'exercice de la prostitution :

- moins de 5 ans : 12 leaders dont les 4 ivoiriennes;
- 5 ans et plus : 36 leaders.

Itinéraires des Leaders

S'agissant des Ivoiriennes, leurs itinéraires sont des plus simples; elles ont quitté leur région d'origine (2 de l'Ouest, 1 du Centre-Ouest et 1 du Centre) pour Abidjan. Elles sont arrivées à la prostitution malgré elles, ne pouvant plus supporter les sévices de tantes ou tutrices qui les hébergeaient.

Depuis qu'elles se livrent à la prostitution, elles ont changé au moins trois fois de logement à Abidjan, mais elles ont aussi fait de brèves incursions dans certaines villes de l'intérieur, notamment Yamoussoukro-Bouaké pour l'axe centre et Gagnoa-San Pédro pour l'axe ouest/sud-ouest.

Quant aux Ghanéennes, 20 sont rentrées au Ghāna; sur les 16 leaders restantes, 7 ont migré vers d'autres villes de l'intérieur (Daloa, San Pédro, Aboisso, Abengourou). Seulement 9 « Leaders migrantes » ont été retrouvées dont 6 déclarent être à Abidjan depuis plus de cinq ans, 2 depuis deux ans au moins et 1 depuis moins d'un an.

Parmi les 6 qui sont à Abidjan depuis plus de cinq ans, 4 déclarent être retournées au Ghāna au moins une fois, les 2 autres n'y sont plus jamais retournées.

À Abidjan, 4 des 9 Ghanéennes ont changé 3 fois de logement au cours des deux dernières années, 2 déclarent avoir changé 2 fois et 2 ont changé une seule fois.

Il est intéressant de noter que lors de la formation des Leaders du 3^e contingent en novembre 1992, une Leader identifiée au bar « le Permanent » à Marcory-Anoumabo, avait mis ses bagages dans le car de ramassage, au deuxième jour de la session, pour se reloger à Adjamé-Bracodi Bar.

Causes de la mobilité

Une cause est systématiquement évoquée par les 13 leaders de l'étude : le coût du loyer. Elles estiment qu'elles n'arrivent plus à supporter ce coût, ce qui les oblige à chercher ailleurs. Il existe néanmoins une autre cause qui est évoquée par les 4 Ivoiriennes et 3 des 9 Ghanéennes, c'est le besoin de changement. Elles désirent découvrir autre chose.

Une troisième cause a été évoquée par 5 Ghanéennes, il s'agit de l'insécurité. En effet, elles déclarent avoir un sentiment d'insécurité face aux agissements de certains jeunes gens du quartier.

Attitudes et pratiques face aux MST/sida

Dans l'ensemble, les sujets (13 Leaders-Educatrices) déclarent appliquer pour elles-mêmes les mesures enseignées lors de leur formation. Elles estiment que leurs connaissances des voies de transmission des MST et du sida, des risques liés à leur statut de prostituées, les amènent à se protéger pour tous leurs rapports sexuels y compris les rapports avec leurs partenaires réguliers. « J'exige les capotes parce que je ne sais pas si j'ai été contaminée avant ou si lui-même a été infecté par une autre fille », ainsi se justifiait l'une des Leaders ivoiriennes.

Par ailleurs, elles déclarent faire plus attention à l'état physique de leurs clients : observation des principaux sièges des symptômes du sida, ainsi que des organes génitaux des clients.

Implication dans le projet de prévention des MST/sida chez les prostituées

Quant aux questions relatives à leur implication dans la poursuite des activités d'information, de sensibilisation de leurs consœurs des nouveaux sites, seulement 3 leaders sur les 13 ont déclaré s'y intéresser. Parmi ces 3 leaders, une seule dispose d'un album-photos sur les MST et le sida.

Ces trois déclarent qu'en l'absence de tout contact avec l'équipe de coordination, elles n'entreprennent plus de prospection pour l'organisation de séances collectives. Elles disent néanmoins poursuivre les activités de communication inter-personnelle soit avec leurs clients, leurs amis (21) ou leurs consœurs. Elles disent aussi intervenir dans des discussions informelles à propos du sida pour apporter leur éclairage.

Les 10 autres Leaders déclarent n'avoir rien entrepris dans le sens de l'éducation sur les MST/sida ou qu'elles ne s'estiment plus être « membres-collaboratrices » du Projet.

Elles pensent aussi qu'elles n'ont pas encore une bonne connaissance du nouveau milieu (6/10) pour entreprendre de telles activités, ne sachant pas l'accueil que leur réservent leurs nouvelles consœurs.

Discussion

À l'analyse, leur statut de Leader-Educatrice n'est pas mis en cause dans les raisons qui justifient la mobilité des prostituées Leaders puisque le phénomène semble général dans le milieu prostitutionnel. La décision de partir ailleurs survient donc au gré des différentes raisons évoquées.

En retenant le coût du loyer comme raison du départ, on pourrait observer le départ dans un seul sens : des appartements à étages ou maisons classiques des communes comme Adjamé, Treichville... vers les maisons en matériaux de récupération des communes telles que Abobo, Yopougon, Port-Bouët et à un degré moindre Marcory-Anoumabo et Koumassi Soweto/Adou Claver/Aklomianbla. Or il n'en est rien, les

migrations se font dans les deux sens. On pourrait alors penser que celles qui s'enrichissent quittent les « SICOBOIS » pour aller dans les appartements de meilleur standing et vice versa. Autre chose : les loyers sont payés au jour (300 F CFA à 1 500 F CFA), à la semaine (2 000 F CFA à 10 000 F CFA) ou au mois (10 000 F CFA à 30 000 F CFA, voire 40 000 F CFA) selon les communes, les types d'appartements, l'origine et l'âge des prostituées et surtout du propriétaire.

Seulement, si les prostituées ghanéennes sont davantage soumises à cette pratique, c'est certainement du fait qu'elles préfèrent occuper individuellement des « chambrettes » en guise de loges où elles reçoivent leurs clients. Quant aux Ivoiriennes, elles se mettent à plusieurs pour prendre une maison en se cotisant pour payer au mois; rencontrant leurs clients dans les Night-Club, devant des Hôtels, ou aux abords de certaines rues. Les rapports ont lieu alors soit chez le client, soit dans un hôtel ou en d'autres lieux (rarement dans leur maison commune).

Par ailleurs, le besoin de changement évoqué par certaines leaders peut avoir un déterminant psychologique, par exemple le désir d'apparaître comme une nouvelle femme ailleurs pour attirer le plus de clients (c'est ainsi que s'expliquent les nombreuses incursions des prostituées ivoiriennes dans les villes de l'intérieur), mais il peut y avoir aussi ce qu'elles considèrent comme un danger pour leur profession : le désir de fidélisation de certains clients qui de ce fait ne payent plus régulièrement leur passe ou leur nuit, mais plus grave, tentent de se faire entretenir par la prostituée. C'est le cas de la plupart des Ghanéennes.

S'agissant du sentiment d'insécurité, il apparaît plus complexe, car si les prostituées (Leaders) déclarent être menacées par des « loubards » ou « bandits » qui entretiennent des rapports sexuels sans bourse délier et profèrent des menaces de sévices corporels, il y a une chose qu'elles hésitent à évoquer, leur implication dans des réseaux de distribution des drogues. Les menaces les plus réelles proviendraient de ce côté. Les enquêtes policières obligent les « suspectées » à changer de sites et, le plus souvent, de localités.

Leurs déplacements semblent ne jamais être programmés sauf en ce qui concerne les déplacements temporaires vers certaines villes, à l'occasion d'événements pouvant drainer plusieurs centaines de personnes (des clients potentiels), la semaine commerciale et le carnaval de Bouaké, par exemple.

En ce qui concerne leurs pratiques de prévention des MST/sida, nous ne pouvons nous appuyer que sur leurs déclarations pour dire que le projet apporte une note utile aux prostituées et à leurs clients.

Le fait de ne disposer que de 13 leaders sur les 48 qui se sont déplacées (soit 1/4) ne nous permet pas de porter des jugements définitifs sur leur désir/capacité ou non à poursuivre les activités d'IEC.

Néanmoins, et si nous nous en tenons à la situation des 13 leaders qui ont changé de sites à l'intérieur de la commune d'Abidjan, nous pensons que l'identification précoce des nouveaux sites et la programmation systématique de ces leaders sur le calendrier de supervision pourrait les maintenir sur le fil des activités planifiées.

D'autant plus que 9/13 pensent que le Projet leur a apporté beaucoup sur le plan de la connaissance, et surtout sur le plan des mesures individuelles et collectives à pratiquer. De là découlent leurs suggestions de trouver un moyen de motiver les leaders par des rencontres plus régulières (2 fois par semaine) et des actions concentrées en direction des propriétaires de logements, de bars, d'hôtels... de sorte à impliquer ceux-ci de façon effective et durable dans les activités du Projet.

Conclusion

L'étude n'est qu'à mi-chemin de son plan d'exécution. Mais déjà les limites qui apparaissent et qui constituent de vrais obstacles à sa réalisation sont énormes.

Il s'agit d'abord de l'impossibilité d'introduire dans l'étude toutes les leaders qui se sont déplacées, ce qui aurait accru nos chances de mieux cerner les différents problèmes soulevés. Chercher à impliquer au moins le 1/4 des leaders retournées au Ghāna et la moitié de celles qui ont migré dans d'autres villes de la Côte-d'Ivoire serait l'idéal mais là, les contraintes financières sont réelles.

Il s'agit ensuite de les intégrer à des activités similaires sur leurs nouveaux sites afin de mieux rentabiliser l'investissement et de continuer leur formation.

Il s'agit enfin de l'éventuelle difficulté de créer un réseau de Leaders-Educatrices impliquant toutes les « villes chaudes » de Côte-d'Ivoire, notamment celles qu'égrène l'itinéraire des camionneurs, mais aussi et surtout impliquant les leaders qui retournent au Ghāna afin qu'elles éduquent à la base les éventuelles candidates à l'aventure ivoirienne. Malgré ces obstacles, l'espoir demeure de pouvoir, à terme, récolter le maximum de données pour en faire une analyse plus complète du phénomène de la mobilité chez les prostituées.

Commentaires des rapporteurs

P^r Françoise Héritier-Augé

Par rapport au problème des déplacements des prostituées, je voulais poser la question de savoir si c'est une perte d'investissement pour votre projet ou si c'est au contraire un acquis, c'est-à-dire si elles sont fidélisées et si elles vont continuer là où elles seront ? Pour le moment vous n'avez pas de réponse à cette question centrale.

Ce que vous nous avez dit sur la recherche des caractéristiques des migrants et les causes de leur départ me frappe beaucoup et il me paraît important que vous puissiez faire ce type d'analyse (les causes, le coût du loyer, le besoin de changement et l'insécurité). Vous avez raison d'émettre l'hypothèse que l'insécurité est peut-être liée à la crainte d'être impliquée dans des trafics et des réseaux de drogue. Le pire dans l'enquête que vous menez auprès de vos femmes leaders est que vous vous apercevez que, tout d'un coup, il y en a une qui est partie. Elle est partie sans prévenir, sans laisser d'adresse. Il vous faut une enquête pour retrouver sa trace. Qu'elle parte sans laisser d'adresse, pourquoi pas ? Mais la chose qui me paraît la plus surprenante c'est qu'elle ne vous prévienne pas, avant, de ses intentions. Cela est quand même curieux. Est-ce que vous avez une raison ? Vous avez cité le cas d'une personne qui, au deuxième jour de la formation, a mis ses bagages dans le car pour partir. C'était sur une impulsion subite et il était évident qu'elle allait partir, puisqu'au vu de tout le monde elle faisait ses bagages. Mais la personne qui part d'une semaine sur l'autre, est-ce que vous pensez réellement que c'est sur un coup de tête d'une journée ? Il me semble, pourtant, qu'il doit y avoir une programmation, un désir de partir qui devait se manifester quelque temps avant. La chose qui me paraît surprenante, par rapport à votre projet, je ne dis pas par rapport à la vie de la femme elle-même, mais par rapport à son investissement dans le projet, c'est pourquoi donc ne vous en dit-elle pas un mot avant ?

Réponse de Kalé Kouamé

Ce sont justement toutes ces interrogations-là qui ont aiguisé notre curiosité et qui ont fait que nous avons été motivés à entreprendre cette étude. En principe, nous avons estimé - après deux années de collaboration avec ces femmes prostituées - avoir créé un climat de confiance qui n'était pas évident au début, quand on était systématiquement rejetés, repoussés ou suspectés d'être des indicateurs de la police. Et donc nous avons estimé qu'il y a un climat de confiance. Ce qui, en principe, devrait permettre aux leaders de s'ouvrir à nous, et de nous dire leurs préoccupations, leurs problèmes : certaines le font. Quelquefois, nous sommes amenés à payer leur loyer quand elles ont un retard.

Mais je pense - cela est une hypothèse que vous aurez le temps de vérifier - que celles qui partent sans rien dire c'est parce qu'elles se sentent menacées. J'ai évoqué le problème de leur implication dans la distribution de la drogue. Alors, elles préfèrent n'en parler à personne, y compris nous. Après tout, nous sommes des gens de l'Administration et rien ne prouve que nous ne serons pas amenés à dire, un jour, que la personne recherchée est partie à tel endroit. Nous pensons que ceci peut expliquer un peu leur méfiance à ne pas dire où elles vont. Et là nous disons que pour obtenir l'aveu de leur cohabitante concernant leur nouveau site ce n'est pas facile. Il faut s'y prendre à plusieurs fois pour qu'elles arrivent à dire qu'elle est partie à tel endroit. Nous sommes convaincus que la moitié est partie au Ghāna et l'autre moitié doit se cacher quelque part à Abidjan ou dans une autre ville de la Côte-d'Ivoire. C'est un milieu extrêmement méfiant.

Doris Bonnet

Votre intervention pose la question des relations entre la prévention collective - à partir de « focus group » dans votre cas - et la prévention individuelle. Dans votre exemple, il y a une contradiction entre le désir de mettre en place des réseaux de prévention et la volonté de la part des femmes de démanteler tout type de réseaux puisqu'il les menace. Donc, est-ce que l'on peut reprendre cette idée des relations entre prévention collective et prévention individuelle ?

D'autre part, je pense que l'occasion de cet Atelier peut nous permettre de proposer de nouveaux thèmes de recherche à venir : votre intervention a ainsi soulevé le problème du travail des petites filles. Je crois que ce sujet n'a pas été évoqué, il l'est souvent dans des études sociologiques, dans une définition plus générale sur le secteur informel (dans un aspect assez économique) mais moins sur l'incidence par rapport à la santé des enfants et la place de l'enfant dans la société, en ville et plus généralement. Donc, proposons des possibilités de recherche à venir sur le travail des enfants.

Troisième remarque qui est une question. Je n'ai pas saisi dans votre communication - orale comme écrite - le nombre de femmes que vous avez enquêté. Je voudrais intervenir, pas spécifiquement par rapport à votre intervention - mais d'une manière plus générale à partir de ce que l'on a dit hier - pour exprimer la crainte d'une « bâtardeisation » entre le quantitatif et le qualitatif, où, comme nous disait M. Caraël hier, les règles de l'échantillon ne sont parfois plus respectées et où les enquêtes qualitatives ne sont pas vraiment des enquêtes approfondies d'un point de vue ethnographique et sociologique. Donc ce n'est ni vraiment du quantitatif ni vraiment du qualitatif. On se retrouve avec un moyen terme. Je pense qu'il faut revenir sur la rigueur des méthodes de ce type.

P^r Tapé Gozé

Mon premier commentaire concerne les causes de la migration de prostituées. Je pense que cette migration est une réponse à la psychologie de la clientèle. Les personnes qui vont chez les prostituées sont des personnes qui ont une sexualité variée et qui donc n'ont aucun intérêt à rester avec une prostituée (sinon pour des raisons plus économiques que de sexualité, pour exploiter la prostituée). La raison de l'insécurité est importante mais, par ailleurs, les prostituées ont intérêt à se déplacer pour se faire une nouvelle clientèle et pour rentabiliser leur activité sexuelle.

La deuxième remarque concerne les prostituées du Nigeria et du Ghāna. Dans toutes les études on parle surtout des prostituées du Ghāna mais les données épidémiologiques montrent que la séroprévalence n'est pas très élevée au Ghāna et encore moins au Nigeria. On peut, certes, dire que ce sont des enquêtes qui portent sur des îlots et qui ne sont pas nationales. Le Nigeria comprend 120 millions d'habitants et en janvier 1992, à Dakar, on nous avait dit qu'il y a 0,5 % de taux de séroprévalence, ce qui est minime. Si cela est vrai, je me pose la question de savoir si les prostituées du Ghāna et du Nigeria prennent plus de précautions que celles de Côte-d'Ivoire. Au niveau de votre recherche il faudrait voir si, effectivement, elles utilisent des préservatifs.

En ce qui concerne la migration je voudrais poser une question : puisque les prostituées se déplacent beaucoup, ne faudrait-il pas tenir compte de cette variable dans la formation des leaders, tout en espérant que dans leurs déplacements elles continueront à jouer le même rôle ? Mais le problème de fond est celui de la concurrence. En se déplaçant, elles entrent en opposition avec des femmes qu'elles trouvent en place et auxquelles elles vont récupérer des clients. Pourront-elles dès lors toujours assurer leur rôle de leader ?

Réponse de Kalé Kouamé

Je voudrais revenir sur la préoccupation de Doris Bonnet sur la relation entre prévention collective et individuelle. L'objectif du projet est qu'elles soient des éléments de démultiplication des informations de prévention en direction des autres prostituées et de leurs clients. Ce que nous considérons comme positif, c'est que les 13 leaders que nous avons réussi à relocaliser disent prendre en compte les acquis de la formation, donc se protègent elles-mêmes et, par conséquent, leurs clients. Seulement, dans leur nouveau site, toutes n'ont pas continué à mener l'action d'organisation de séances collectives en direction des autres prostituées. C'est ce que nous avons voulu dire. Donc, nous n'opposons pas systématiquement les deux démarches, mais nous disons qu'autant elles tirent profit régulièrement de l'acquis de la formation, autant elles ne permettent pas aux autres prostituées de tirer profit de ce qu'elles sont censées leur véhiculer comme information.

En fonction des résultats de l'étude nous verrons s'il est opportun, comme nous le souhaitons, de tisser un réseau de leaders éducatrices qui s'étendrait par exemple de la ville d'Abidjan jusqu'aux villes qui longent tout le parcours des camionneurs, et aussi dans les villes frontalières où l'on observe une grande activité prostitutionnelle. On peut même envisager plus : faire en sorte que les leaders prostituées formées qui retournent au Ghāna se chargent de l'information des Ghanéennes candidates à l'immigration en Côte-d'Ivoire, de telle sorte qu'en quittant le Ghāna, elles adoptent des mesures de prévention avant d'arriver en Côte-d'Ivoire.

Vous avez signalé d'autres pistes de recherche, concernant les prostituées mineures. Nous essayons de profiter de toutes les opportunités pour collecter des informations et depuis 16 mois nous avons recensé déjà 371 prostituées mineures dont l'âge est compris entre 12 et 18 ans. Au cours de cette période, nous avons enregistré des décès parmi ces jeunes filles. Au départ, nous voulions savoir si elles connaissaient autour d'elles des camarades décédées ainsi que la cause de ces décès; si elles ont vu des garçons ou des filles malades et connaissaient les causes de ces maladies. Nous nous sommes rendus compte que des personnes de notre étude sont décédées avant que nous ayons pu aboutir. Quand on discute avec elles, leur souhait c'est d'être servante chez quelqu'un ou tresseuse, de faire un métier informel mais, étant dans le domaine des prostituées depuis bientôt 36 mois, nous nous rendons compte que c'est justement parmi ces servantes ou ces tresseuses au bord des routes que se recrutent les prostituées : donc on ne fera que déplacer le problème d'un endroit à l'autre. Il faut réfléchir à de nouveaux points de chute pour ces jeunes filles que nous avons espoir de « récupérer ». Mais j'avoue que cela n'est pas facile, pour ce qui me concerne.

L'objectif de notre projet et notre premier souci, c'est de pouvoir disposer d'informations précises auprès d'un groupe de personnes pour pouvoir améliorer nos stratégies d'intervention. Et concernant l'échantillon de notre étude, nous avons souhaité faire de l'exhaustif : toutes les femmes qui se sont déplacées de leur site devraient pouvoir être interrogées. Mais si elles se sont déplacées au Ghāna, je ne peux pas les suivre (j'ai des limites financières), pareillement pour celles qui sont parties à San Pedro ou à Daloa. Par contre, toutes celles qui se sont déplacées d'une commune à l'autre, ou d'un site à l'autre à l'intérieur d'une même commune, nous avons fait l'effort de les retrouver : de façon exhaustive, toutes celles qui sont restées à Abidjan ont été relocalisées et interrogées. Nous n'avons pas eu ici le souci de sélection ou de calcul d'échantillon.

Pf Française Héritier-Augé

Vous avez été contraint par un certain nombre de faits à ne pas assurer cet échantillon selon les règles : c'est de ce « mixte » que D. Bonnet se plaignait quelque peu. Mais il est dans l'ordre des choses et il est bon de savoir que nous sommes contraints par les faits de faire un travail qui est pour moitié de la sociologie et de l'épidémiologie et pour moitié de l'enquête ethnologique.